

## LE CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME: QUESTIONS RELATIVES À LA LUTTE ANTITERRORISTE ; DES DROITS DE L'HOMME DES PEUPLES AUTOCHTONES

12 décembre 2007

Le Conseil des droits de l'homme a tenu cet après-midi un dialogue interactif au sujet des rapports annuels du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples autochtones, M. Rodolfo Stavenhagen, et du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, M. Martin Scheinin.

/...

M. Scheinin a rendu compte de visites effectuées en 2007 en Afrique du Sud, aux États-Unis et en Israël et le territoire palestinien occupé. En Afrique du Sud, il a exprimé des préoccupations à l'égard d'une liste trop générale de délits qui peuvent être interprétés dans ce pays comme des activités antiterroristes. Il a aussi souligné qu'en tant que leader mondial, les États-Unis portent une responsabilité spéciale dans la protection des droits de l'homme dans le cadre de la lutte antiterroriste; il s'est en particulier intéressé à la situation des prisonniers détenus dans la base américaine de la Baie de Guantanamo. En Israël, le Rapporteur spécial a porté une attention particulière à l'impact de l'érection du mur de séparation et a constaté que cet aménagement avait des conséquences graves sur la jouissance, par les Palestiniens, de leurs droits économiques, sociaux et culturels. La grande conclusion de ce rapport thématique est que les mesures antiterroristes posent souvent de sérieux problèmes à l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels. Ces mesures ont souvent des effets contreproductifs et peuvent même constituer des facteurs d'encouragement au terrorisme. À l'inverse, la promotion des droits économiques, sociaux et culturels peut être vue comme un choix stratégique payant pour prévenir le terrorisme, a souligné le Rapporteur spécial. L'Afrique du Sud, Israël, les États-Unis et la Palestine ont fait des déclarations à titre de pays concernés par le rapport de M. Scheinin.

/...

### **Présentation de rapports**

M. MARTIN SCHEININ, Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, a rendu compte de trois visites effectuées en 2007 en Afrique du Sud, aux États-Unis et en Israël. Il a informé le Conseil de sa prochaine visite en Espagne ainsi que des invitations de visite reçues de la part de l'Algérie, de l'Égypte, de la Malaisie, du Pakistan et de la Tunisie. Il a informé le Conseil que cette année, son rapport s'attache spécifiquement à évaluer l'impact des mesures antiterroriste sur la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels.

/...

Du 3 au 10 juillet, le Rapporteur spécial s'est rendu en Israël. Il y a constaté de sérieuses incompatibilités entre les mesures antiterroristes et le respect dû aux droits de l'homme. Il a notamment évoqué la construction du mur de séparation et relevé que cet aménagement, de même que d'autres installations, avait des conséquences graves sur la jouissance, par les Palestiniens, de leurs droits économiques, sociaux et culturels. Il a enjoint Israël à démanteler le mur qui empiète en partie sur le territoire palestinien et à le remplacer par une infrastructure sécuritaire respectant la Ligne Verte.

/...

Dans son rapport sur sa mission en **Israël**, durant laquelle il s'est également rendu dans le **territoire palestinien occupé** (A/HRC/6/17/Add.4), le Rapporteur spécial a abordé les conséquences néfastes sur les droits de l'homme de la barrière de sécurité/du mur construit par Israël le long et à l'intérieur du territoire palestinien occupé et ses effets négatifs sur, entre autres, les droits au travail, à la santé, au logement et à l'éducation. Le Rapporteur spécial recommande au Gouvernement israélien de décider immédiatement de démanteler toutes les colonies israéliennes implantées dans le territoire palestinien occupé et de remplacer la barrière, encore inachevée, qui s'enfonce profondément dans le territoire palestinien, par un dispositif de sécurité dont le tracé

géographique respecterait la ligne verte ou serait autrement acceptable par les Palestiniens. Pendant l'exécution de cette décision, le Rapporteur spécial recommande que des mesures urgentes soient prises pour veiller à ce que le régime de permis, l'administration des postes de contrôle et toutes autres mesures connexes dans le territoire palestinien occupé n'aient pas d'effet disproportionné sur la jouissance des droits de l'homme, dont les droits économiques, sociaux et culturels.

/...

#### **Déclarations de pays concernés par le rapport sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste**

/...

M. MOHAMMED ABU-KOASH (Palestine) a dénoncé les bombardements de zones résidentielles palestiniennes par Israël, l'utilisation d'enfants palestiniens comme boucliers humains, la torture de détenus, le refus d'accès aux hôpitaux, toutes mesures constituant des violations flagrantes du droit international, a-t-il déclaré. Il a regretté les nouvelles attaques israéliennes contre Gaza au moment où un espoir se dessinait. «La géographie rampante israélienne s'est heurtée à la démographie rampante palestinienne alors que les victimes de la pureté aryenne se sont transformés en défenseurs de la pureté juive», a-t-il dit.

#### **Débat interactif**

/...

M. MASOOD KHAN (Pakistan au nom de la Conférence islamique - OCI) a condamné les attaques terroristes en Algérie qui ont fait 11 victimes parmi des employés des Nations Unies. Il faut lutter contre le terrorisme tout en veillant au respect du droit international et du droit humanitaire. Le représentant s'est inquiété du recours à la terreur par certains États occupants pour parvenir à des buts politiques, ainsi que de l'islamophobie qui s'exerce sous prétexte de lutte contre le terrorisme. L'OCI, a-t-il poursuivi, a toujours proposé des mesures pour lutter contre ce phénomène et les Nations Unies doivent coordonner leurs efforts dans le cadre de la guerre contre le terrorisme. Il a également demandé à Israël de se retirer des territoires occupés et s'est dit fort préoccupé par la tendance actuelle à remplacer l'assistance au développement par des budgets pour lutter contre le terrorisme, ce qu'il a qualifié de stratégie malheureuse.

/...

M. YURI ARIEL GALA LOPEZ (Cuba) ...

/...

S'exprimant sur le rapport de M. Scheinin, le représentant cubain a déclaré qu'il est urgent de s'attaquer aux racines du terrorisme et de renforcer la coopération pour le développement et la réalisation effective du droit au développement, notamment en démantelant notamment le mur de séparation en Cisjordanie, qui a un impact négatif sur la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels du peuple palestinien. ...

/...

M. OMAR SHALABY (Égypte), se référant au rapport de M. Scheinin, a exprimé l'adhésion de son pays au constat du Rapporteur spécial établissant une corrélation entre la promotion des droits économiques, sociaux et culturels et la prévention du terrorisme. L'Égypte a exprimé sa préoccupation face aux répercussions du mur de séparation israélien sur l'exercice des droits des palestiniens et la détérioration constante de la situation socio-économique de ces derniers. S'agissant du nouveau projet de loi égyptien contre le terrorisme, il a informé le Conseil que la nouvelle loi antiterroriste, rédigée en tenant compte des meilleures pratiques établies dans d'autres pays, était amenée à remplacer la loi d'urgence et prenait dûment en compte les obligations de l'Égypte en matière de droit international.

/...

### Droit de réponse

M. ITZHAK LEVANON (Israël) s'est étonné de l'ampleur de l'intérêt manifesté par certaines délégations à l'égard des conclusions du rapport de M. Scheinin s'agissant de sa visite en Israël, et les a engagé à lancer une invitation au Rapporteur spécial pour qu'il effectue une visite dans leurs pays. Il a ajouté qu'il serait très heureux de pouvoir lire ses conclusions à l'issue de telles. Il a ensuite estimé que les paroles du représentant palestinien étaient pleines de haine et témoignaient d'un manque de respect pour les survivants de l'holocauste. Citant Orwell, il a déclaré: «Le passé était raturé, la rature oubliée et le mensonge devenait réalité».

M. MOHAMMED ABU-KOASH (Palestine) a rappelé au représentant israélien que le problème résidait dans l'occupation, par Israël, de la Palestine, ainsi que de territoires libanais et syriens. Vous avez fait votre mot d'ordre de l'assujettissement, a-t-il dénoncé, rappelez-vous que nous en Palestine, comme nos frères d'Afrique du Sud, remporteront la victoire. Ceux qui ont vécu les camps de concentration et des ghettos ne devraient à leur tour agir en maîtres des Palestiniens, a-t-il conclu.

M. ITZHAK LEVANON (Israël) n'a pas souhaité répondre aux affirmations «démagogiques».

M. MOHAMMED ABU-KOASH (Palestine) a rappelé que M. Scheinin a demandé à Israël de respecter le droit international.

*Ce document est destiné à l'information; il ne constitue pas un document officiel*

HRC07085F